Ecuvillens Baptiste Esseiva reprend la buvette de l'aérodrome où il mettra en valeur les plats de la région. » 15

Le plus ancien des syndics prend congé

Granges-Paccot Après trente-cinq ans au service de sa commune comme syndic, René Schneuwly ne briguera pas de nouveau mandat en mars 2026, même s'il se sent encore jeune. » 13

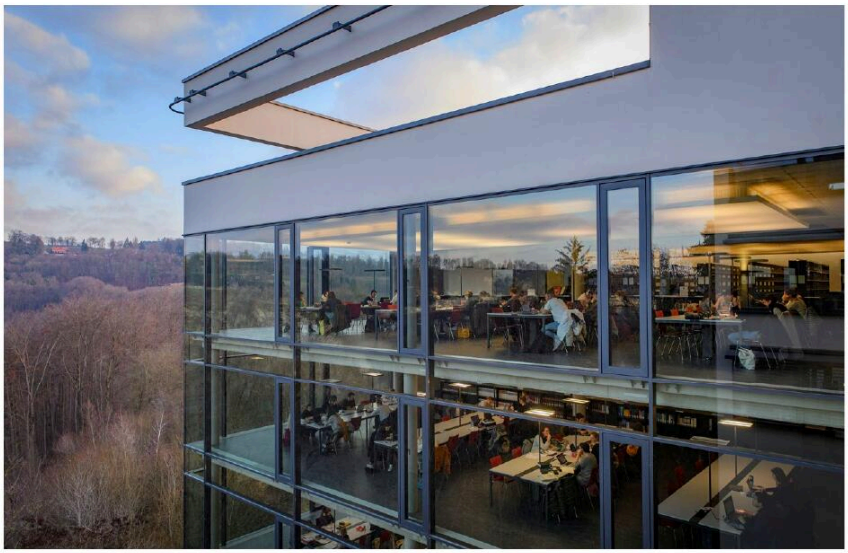
Les effectifs enregistrés ces dernières années à l'université et dans les hautes écoles inquiètent

Campus en manque d'étudiants

« LISE-MARIE PILLER

Degré tertiaire » «Le nombre d'étudiants stagne ou est en baisse à l'université et dans les haute écoles du canton (HES-SO ndlr)», s'est récemment alarmé le centriste Bernhard Altermatt au Grand Conseil. Ceci alors que la tendance est plutôt stable dans la plupart des HES-SO de Suisse depuis 2020, comme le confirme l'institution, et en augmentation dans les universités, selon l'Office fédéral de la statistique. Le député redoute que Fribourg perde une faculté ou une HES à terme.

Les chiffres fournis par la HES-SO Fribourg sont clairs: contre 2595 étudiants en 2018, on en comptait 2124 en 2024. Cependant, une hausse a lieu cette année. A l'Université de Fribourg, si une croissance a récemment été enregistrée (+700 étudiants supplémentaires), c'est aussi parce que l'institution englobe désormais la Haute école pédagogique. Les effectifs sont plutôt stables ces dernières années. «Nous accueillons traditionnellement trois quarts des étudiants en dehors des frontières cantonales et arrivons à garder, voire augmenter les francophones. Nous espérons stabiliser le déclin des germanophones», indique Marius Widmer, porte-parole de l'université.



L'Université de Fribourg attend un peu plus de 10 000 étudiants pour ce semestre d'automne. La HES-SO en compte plus de 1100. Alain Wicht-archives

Opération séduction

Selon lui, plusieurs facteurs expliquent cette évolution: le fait que la confession ne détermine plus le choix d'université, le déclin de l'importance du français au détriment de l'anglais, la création de l'Université de Lucerne en 2000 et les possibilités de pendeler grâce à un bon réseau de transports publics. Du côté de la HES-SO, le directeur général Jacques Genoud évoque une lassitude par rapport aux études après la pandémie, une bonne conjoncture sur le marché du travail ou encore l'évolution démographique, entre autres hypothèses.

Les institutions tentent pourtant de séduire. «Pour attirer plus d'étudiants (alémaniques), nous effectuons plusieurs campagnes et collaborations, par exemple avec Fribourgissima Image Fribourg. Nous sommes aussi présents sur une quinzaine de salons de recrutement en Suisse, France, Allemagne et Luxembourg», énumère Marius Widmer. Si la mayonnaise commence à prendre, il ne faut pas relâcher l'effort et renforcer la communication et le marketing, précise la rectrice Katharina Fromm. Une étude sera aussi menée afin de mieux comprendre ce qu'il faut faire. Des stratégies semblables sont menées par la HES-SO Fribourg, avec par exemple une présence en mai 2025 à la Seislermäss.

Pour Bernhard Altermatt, le nerf de la guerre reste le financement. Un avis partagé par le Conseil suisse d'accréditation, qui accrédite les universités et permet ainsi de recevoir des subventions fédérales. Celui-ci a constaté dans son dernier rapport que l'institution «manque de ressources dans tous les domaines et qu'elle ne reçoit pas les ressources en rapport à ses capacités, ce qui l'oblige à être créative, mais ce qui la met aussi dans une position concurrentielle désavantageuse par rapport aux autres universités suisses et internationales». Autrement dit, son attractivité risque de baisser à moyen terme.

Les experts recommandent à l'université de souligner les besoins, d'expliquer les priorités et d'insister sur l'urgence dans tous les documents stratégiques auprès du canton. Tout en saluant la gestion «saine des finances», permettant «d'assurer ses missions».

«La présence de l'université et des hautes écoles à Fribourg n'est pas acquise»

Bernhard Altermatt

Moins de moyens

Bernhard Altermatt estime en outre qu'il faudrait renforcer le travail de lobbying. Selon lui, la présence de l'université et des hautes écoles à Fribourg reste une évidence pour trop de gens, alors qu'elle n'est pas acquise. Et de comparer avec les secteurs de l'économie, qui disposent de leurs faîtières. «Des discussions sont en cours», précise-t-il. Et de suggérer aussi de réfléchir à la gouvernance de l'université, afin d'éviter que des «réformes utiles» finissent dans les tiroirs. Il ne s'agit pas de critiques: «Le rectorat fait ce qu'il peut avec les instruments qu'il a.»

Katharina Fromm assure que la gouvernance a déjà beaucoup évolué et continue à le faire. Elle confirme que l'université possède moins de moyens par rapport à des homologues aux effectifs semblables et évoque une enquête récemment effectuée dans les collèges fribourgeois: «Lorsqu'ils choisissent une université, les germanophones mettent l'accent sur les infrastructures. Ils veulent avoir des belles salles de sport, des salles de cours avec suffisamment de prises électriques. Or, beaucoup de nos bâtiments sont en mauvais état, tandis que de nouvelles constructions ont pris du retard. Mais nous commençons à avancer plus vite grâce à une bonne collaboration avec le Service des bâtiments.»

La députée libérale-radicale et présidente du Sénat de l'Université Antoinette de Weck va plus loin. Pour rappel, elle avait codéposé un mandat multipartite, accepté en 2022, afin d'augmenter les moyens alloués à l'université. «Il y a un tel retard au niveau des infrastructures qu'il n'est pas possible d'accueillir plus d'élèves.» Selon elle, même si l'institution a pu éviter le Programme d'assainissement des finances de l'Etat (PAFE), les 13,5 millions d'économies qui lui sont demandés d'ici 2027 restent «catastrophiques» et «pas admissibles». Katharina Fromm a aussi l'impression qu'on a «coupé les ailes» de l'université alors qu'elle était en train de s'envoler: «Certaines choses iront donc moins vite que prévu et nous devront réfléchir à la manière de distribuer les moyens à disposition.»

Tout comme Bernhard Altermatt, la rectrice pense que le dialogue avec la politique, la société et l'économie doit se faire. «Je suis positivement émue par le fait que nous avons reçu beaucoup de soutien de la part des étudiants, du corps universitaire et de parties externes telles que les communes lors de notre prise de position par rapport au PAFE.» Le risque de perdre une faculté est-il réel? «Nous n'en sommes pas là pour le moment», assure-t-elle. Et de rappeler que les temps sont durs pour tout le monde, y compris pour l'économie.

Concernant la HES-SO Fribourg, Jacques Genoud ne partage pas la crainte de perdre une haute école. Tout en avertissant qu'il faudra du temps pour retrouver la période faste de 2016-2018: «Quand il y a une rentrée avec un moins grand nombre d'étudiants, elle se répercute sur les années suivantes.» Il assure que le financement reste suffisant et que les hautes écoles poursuivent leur développement, avec une progression du nombre d'élèves intéressés par le bilinguisme. «Nous pouvons toujours faire mieux en termes de lobbying, mais nous restons écoutés au niveau des députés, et sommes représentés à Berne par HES Suisse et swissuniversities», dit-il. »

L'UNIVERSITÉ DOIT AUGMENTER SES REVENUS PROPRES

L'Etat de Fribourg dit avoir constamment augmenté son apport à l'université depuis 2018, passé d'environ 93 millions pour les comptes 2018 à 124 millions en 2024. «La priorité est donc pour l'université d'augmenter ses revenus propres», estime Marianne Meyer Genilloud, porte-parole de la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC). Avec la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement, elle reconnaît cependant qu'un rattrapage doit être effectué au niveau de l'entretien des locaux existants et la construction de nouveaux bâtiments. Des projets sont en cours.

Selon la porte-parole, l'université doit «définir des champs de compétence et d'excellence pour se positionner face à la concurrence et être attractive, notamment grâce à des cursus innovants». Une réflexion interne a d'ores et déjà été lancée dans le cadre de la planification pluriannuelle 2028-2032, précise-t-elle, assurant que la gouvernance fonctionne bien et que cela a également été attesté dans le cadre de l'accréditation de l'institution. LMP